



HAL
open science

Présence des forces armées et question de la souveraineté en Amazonie brésilienne

François-Michel Le Tourneau

► **To cite this version:**

François-Michel Le Tourneau. Présence des forces armées et question de la souveraineté en Amazonie brésilienne. *Problèmes d'Amérique Latine*, 2007, 63, pp.99-121. halshs-00159489

HAL Id: halshs-00159489

<https://shs.hal.science/halshs-00159489>

Submitted on 18 Jun 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Présence des forces armées et question de la souveraineté en Amazonie brésilienne

François-Michel Le Tourneau
Géographe, chercheur à l'UMR 7169 - CREDAL, CNRS

Résumé

Malgré une présence assez ténue en Amazonie, le rôle de l'armée brésilienne dans la région est l'objet d'un vif débat. Cette sensibilité fait écho à la relation particulière existant entre l'Amazonie, région privilégiée des interventions militaires dans tous les domaines, et les forces armées. Par ses dimensions, ses richesses supposées ou encore les convoitises qu'elle susciterait à l'étranger, la région amazonienne est en effet depuis les années 1960 le symbole de la mise en application des concepts de souveraineté, d'intégrité territoriale et de sécurité nationale qui orientent la pensée militaire brésilienne.

Cet article propose une synthèse de ces conceptions et des actions politiques, économiques ou militaires qui en découlent, en insistant sur le paradoxe qui voit les autorités militaires réussir à installer un véritable dispositif militaire en Amazonie principalement après avoir quitté le pouvoir, soit postérieurement à 1985. Pour ce faire, nous présentons dans un premier temps les politiques et les visions stratégiques développées par le gouvernement fédéral, tant durant la période du régime militaire qu'après le retour à la démocratie, au sujet de la région amazonienne. Nous nous intéressons ensuite à la présence effective des forces armées en Amazonie, détaillant le dispositif en place aujourd'hui et montrant le renforcement considérable en cours depuis le milieu des années 1980, notamment au travers des projets *Calha Norte* et SIVAM. Nous montrons enfin comment la question des peuples amérindiens, qui se trouve associée à une série de thématiques sensibles – comme la question foncière, celle de la Nation, etc. - permet d'accompagner la continuité de la doctrine militaire pour l'espace amazonien tout au long des quarante dernières années.

Ce panorama des discours et des moyens de militaires brésiliens sur l'Amazonie nous montre que leur conception de la région a considérablement changé depuis 20 ans. De « vide » à occuper – de préférence sous la férule de l'armée, la région amazonienne est plus souvent considérée aujourd'hui sous l'angle de la vulnérabilité de ses frontières, le développement de l'intérieur de la région étant abandonné aux civils. Sur le plan pratique également, les interventions militaires en Amazonie ont changé de nature, se concentrant sur le renforcement du dispositif militaire avec un triplement des effectifs depuis 1985 et l'établissement d'un système de défense aérienne.

Resumo

Apesar de um dispositivo reduzido (22 000 homens para 5 milhões de km²), as forças armadas vêem na região Amazônica um área da mais alta importância para a sua atuação. O contraste entre o importante investimento simbólico dos militares sobre a Amazônia, e o pequeno número de soldados presentes origina-se na complexa relação existente entre a força militar brasileira e essa região, apresentada como o lugar de aplicação dos conceitos de soberania, de integridade territorial e de segurança nacional que norteiam o pensamento militar desde os anos 1960.

Para entender a complexidade dessa relação, esse trabalho propõe-se de realizar uma síntese do pensamento e das ações das forças armadas brasileiras na Amazônia. Para tais fins, apresentaremos primeiro as visões estratégicas e as políticas desenvolvidas pelo governo federal, tanto durante o período da ditadura militar quanto depois dela. Focalizaremos a seguir

sobre a presença efetiva das forças armadas, detalhando o dispositivo militar da Amazônia e a sua evolução desde os anos 1960. Nessa parte, mostraremos a atuação determinante dos programas Calha Norte e SIVAM, insistindo sobre um paradoxo interessante que faz com que é só depois de ter deixado o poder nas mãos dos civis que o dispositivo militar na Amazônia alcançará um tamanho expressivo. Finalmente, apresentaremos como a questão dos povos indígenas e a sua presença na Amazônia pode servir de revelador da continuidade da doutrina militar na Amazônia. Com efeito, essa temática interfere com outras questões sensíveis (a das fronteiras, a da soberania, a dos fundamentos da Nação brasileira, etc.) e foi o pretexto de muitas intervenções políticas das forças armadas.

No final dessa síntese, poderemos mostrar que houve uma certa mudança no perfil de atuação das forças armadas na Amazônia nos 20 últimos anos. Hoje as ações focalizam muito mais o domínio militar do que no passado, e priorizam mais a questão das fronteiras. A concepção da Amazônia como um “vazio” que devia ser povoado sob a liderança das forças armadas deixou lugar à visão de um espaço rico e permeável, cujas fronteiras devem ser defendidas, mas cujo desenvolvimento fica cada vez mais a cargo das autoridades civis.

Abstract

Despite a small number of troops in the Amazon region, the role of the army in this area is heavily debated in Brazil. The sensitivity of this question seems to echo a peculiar relationship existing between the Brazilian armed forces and the Amazon, a region that has been a privileged field of intervention by the military. As a matter of facts, because of its dimensions, its natural resources, or the supposed international interest in it, the Amazon has become a symbol of the application of core concepts such as sovereignty, territorial integrity and national security that have oriented the Brazilian military since the 1960ies.

This work tries to sum up the conceptions and the political, economical or military actions that are bound to them, insisting on the apparent paradox that sees the Brazilian armed forces reinforcing their presence in the Amazon region only after abandoning power, that is after 1985. Our synthesis is organized in three parts. The first one focalizes on the strategic vision that the armed forces have of the Amazon, and on the policies it tries to implement in it, from the military government of the 1960ies until today. The second one details the military presence in the Amazon, insisting on recent reinforcements within the Calha Norte and SIVAM programs. The third part present the question of Indigenous Lands – which interferes with key issues for the armed forces, such as the definition of the Nation, etc. - as a mean to reveal the changes of the military thinking about the region.

At the end of this presentation of the discourse of the armed forces about the Amazon and of their effective presence during the last 40 years, one can see that a change has occurred in the perspective with which the region is contemplated. Once an “emptiness” that was to be filled, at the risk of being lost, the region is now being seen as a frontier that is to be defended from external invasions, the civilian authority – and no more the military - being the one habilitated to define the way it should be developed. At the same time, the military has been more able to concentrate on the reinforcement of its presence, multiplying by three the number of troops and establishing a system of aerial control and defense.

Présence des forces armées et question de la souveraineté en Amazonie brésilienne

François-Michel Le Tourneau
Géographe, chercheur à l'UMR 7169 - CREDAL, CNRS

En l'espace de 20 ans, l'armée brésilienne a presque triplé sa présence en Amazonie, déclenchant de vives polémiques entre les ONG indigénistes et l'église catholique, d'une part, et les lobbies de droite et les forces armées d'autre part. Pour autant, avec des effectifs actuels d'environ 22 000 hommes et l'objectif de se stabiliser à 25 000 avant 2010, la présence effective des forces armées dans une région mesurant plus de cinq millions de kilomètres carrés paraît singulièrement faible, voire anecdotique. Comment, alors, expliquer la sensibilité de certains secteurs de l'opinion brésilienne à ce sujet ?

Plusieurs explications peuvent être avancées mais toutes soulignent la relation particulière existant entre l'Amazonie, région privilégiée des interventions militaires dans tous les domaines, et les forces armées. Par ses dimensions, ses richesses supposées ou encore les convoitises qu'elle susciterait à l'étranger, la région amazonienne est en effet devenue le symbole de la mise en application des concepts de souveraineté, d'intégrité territoriale et de sécurité nationale qui orientent la pensée militaire brésilienne depuis les années 1960. Appuyées sur ces concepts, les forces armées définiront et mettront en oeuvre, durant la période de la dictature militaire mais également par la suite, une série d'interventions politiques, économiques ou militaires dans le but de contrôler chaque fois mieux le territoire amazonien.

Cet article propose une synthèse de ces conceptions et des actions qui en découlent¹, en insistant sur le paradoxe qui voit les autorités militaires réussir à installer un véritable dispositif militaire en Amazonie principalement après avoir quitté le pouvoir, soit postérieurement à 1985. Pour ce faire, nous présentons dans un premier temps les politiques et les visions stratégiques développées par le gouvernement fédéral, tant durant la période du régime militaire qu'après le retour à la démocratie, au sujet de la région amazonienne. Dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, une continuité d'action est nettement perceptible depuis 20 ans, malgré les étiquettes politiques très contrastées des gouvernements au pouvoir durant cette période. Nous nous intéressons ensuite à la présence effective des forces armées en Amazonie, montrant le renforcement considérable en cours depuis le milieu des années 1980. Nous montrons enfin comment la question des peuples amérindiens, qui se trouve associée à une série de thématiques sensibles – comme la question foncière, celle de la Nation, etc. - permet d'accompagner la continuité de la doctrine militaire pour l'espace amazonien tout au long des quarante dernières années.

I. Interventions politico-économiques et inquiétudes sur la souveraineté : les visions des militaires brésiliens sur l'Amazonie

1.1. Le « vide amazonien » devient dangereux

Comme le montre en particulier Shiguenohi Myamoto (Myamoto, 1995), une grande partie de la pensée géostratégique de la dictature militaire naît au sein de l'École Supérieure de Guerre, créée en 1949, à partir de diverses influences comme la mission militaire française

¹ Cette synthèse a été réalisée à partir de sources primaires (documents produits par les forces armées et documents d'archives) et secondaires (ouvrages consacrés à la question), ainsi qu'à partir d'entretiens menés par l'auteur en 2004 et 2005 auprès de responsables militaires ou d'ONG indigénistes.

d'après la première guerre mondiale ou la révolution de 1930. Elle définit une série de concepts-clés, en particulier celui de Sécurité Nationale, auquel sont ajoutés les corollaires de souveraineté et d'intégrité territoriale. Dans un contexte de lutte encore incertaine entre les blocs est et ouest, les militaires postulent ainsi que la sécurité du Brésil, c'est à dire le maintien de l'indépendance fonctionnelle de son territoire et de son univers culturel, nécessite une politique accélérée de développement économique et une organisation stratégique défensive de son territoire suffisamment dissuasive pour décourager toute aventure.

Du point de vue de cette seconde option, l'Amazonie présente, pour les penseurs en question, un défaut redoutable, qui est sa faible densité démographique. La plupart des ouvrages se réfèrent ainsi couramment au « vide amazonien », faisant peu de cas des populations amazoniennes traditionnelles qui, bien souvent, peuplaient déjà le vide en question. Malgré ce défaut, la question amazonienne n'est pas, dans un premier temps, considérée comme urgente. Ainsi, le général Golbery do Couto e Silva, l'un des principaux stratèges de la dictature militaire, lorsqu'il décrit, à la manière d'un plan de bataille, la stratégie à mener pour développer le pays, n'introduit que comme un « *troisième temps de la manoeuvre* » le moment « *d'inonder de civilisation l'hileia amazonienne* » (Golbery, 1967). Il lui semble plus urgent de mettre en place un dispositif pour contrer une éventuelle invasion du Nordeste. Peu inquiet sur les frontières amazoniennes, il suggère de se contenter, dans un premier temps, de quelques points d'appui devant verrouiller les voies traditionnelles de pénétration, c'est à dire les grands fleuves².

Pourtant, deux éléments amènent les militaires à presser leurs plans durant les années 1970 et à s'inquiéter beaucoup plus que ne le faisait Golbery en 1967. D'un côté, les bouleversements économiques et sociaux imposés à la région amazonienne dans le cadre des plans de développement et la résistance de l'extrême gauche se conjuguent pour produire un petit foyer de guérilla dans la région forestière de l'Araguaia, dans le sud-est de l'Etat du Pará. Bien que celui-ci n'ait jamais pu représenter une menace au niveau national – à son apogée, il ne comptait même pas 200 guérilleros – il présenta d'importantes difficultés aux forces armées pour être vaincu. Par ailleurs, au vu de sa relative facilité à s'implanter parmi les populations locales et à en obtenir un certain soutien, il mina la confiance des forces armées brésiliennes à l'égard des groupes ethniques ou sociaux amazoniens. D'un autre côté, comme le souligne la géographe Bertha Becker (Becker, 1982), la plupart des autres Etats de la région connaissent des mouvements, spontanés ou encadrés, de colonisation de leurs provinces amazoniennes, laissant craindre aux forces armées, que, si le Brésil ne se lançait pas à son tour dans une politique similaire, il pourrait se trouver envahi par ces migrants et dépouillé de ses territoires frontaliers, un peu à la manière dont lui-même avait obtenu l'Acre au début du XXe siècle.

1.2. L'Amazonie comme solution pour le développement

Comme on l'a vu, la doctrine de la sécurité nationale possède de fortes implications dans le domaine économique, dans la mesure où l'on postule que le développement est une impérieuse nécessité pour que le Brésil puisse sortir de l'ensemble des petits pays sur lesquels les deux blocs exercent de fortes pressions, allant jusqu'à en faire des champs de bataille indirects. A côté, donc, de sa dimension géostratégique, la dimension économique de la conquête de l'Amazonie répond à ces exigences. Elle est également associée dans un premier temps à la nécessité de résoudre des conflits sociaux qui minent la stabilité politique du pays. La région amazonienne devient donc, par la magie d'une propagande constante dans les

² Il suggère donc des noyaux de peuplement en Amapá, à la confluence des formateurs du Trombetas, en Roraima, sur les fleuves Tiquié, Solimões Acre et Guaporé.

grands médias³, la solution aux difficultés du Brésil : son espace devait permettre de résoudre les tensions rurales et augmenter la production agricole alors que ses richesses, en particulier minérales, devaient permettre de financer le développement du pays.

Cette vision de « l'Amazonie-solution » orienta la plupart des grands programmes de la dictature militaire en Amazonie, avec cependant une emphase de plus en plus marquée sur la question économique et une diminution des dimensions sociales des projets au fur et à mesure de l'aggravation des difficultés financières du Brésil. Les grands projets voient une première phase très ambitieuse entre 1967 et 1974, affectant en thèse l'intégralité de l'Amazonie brésilienne : la revitalisation puis l'asphaltage des axes Brasília-Belém et Brasília-Acre (BR-364), la création de la zone franche de Manaus et de la SUDAM (Surintendance du Développement de l'Amazonie), lancement d'un schéma routier ambitieux (construction des routes Transamazonienne, Perimetral Norte, Cuiabá-Santarém et Boa Vista-Manaus), création de l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire) et ouverture de nombreux fronts de colonisation agricole, notamment dans les Etats du Rondônia, du Pará et du Mato Grosso⁴. A partir de 1974, les difficultés financières se font sentir et les projets suivants sont plus resserrés sur le plan spatial et plus souvent orientés vers le renforcement de grands groupes économiques. Ainsi certains projets routiers sont abandonnés (Perimetral Norte) ou peu entretenus (Cuiabá-Santarém, par exemple). Des pôles de développement, qui rappellent les « nodules de civilisation » prônés par Golbery dix ans auparavant sont élus dans le cadre du plan POLAMAZÔNIA. Au début des années 1980, tant l'ouverture de grands projets d'exploitation minière (Carajás, Trombetas, puis Bom Futuro et Pitinga) que l'argumentation utilisée pour obtenir des financements internationaux pour le programme POLONOROESTE⁵, s'appuient sur la même constatation : le Brésil a besoin de devises et l'Amazonie, par ses exportations minérales ou agricoles, peut lui permettre de les obtenir.

Pour parvenir à leurs objectifs économiques, les militaires considèrent que, comme ils l'ont fait dans d'autres secteurs, il leur faut prendre directement la direction des opérations. Ils créent donc de nouvelles structures administratives contrôlées par eux et chargées de préparer le terrain pour la croissance économique, soit en solutionnant les problèmes fonciers – c'est le cas de la FUNAI – Fondation Nationale de l'Indien, créée en 1967 ou de l'INCRA, créé en 1970, soit en créant un tissu économique adapté – on pense à la SUDAM, créée en 1966 en remplacement de la SPVEA (Surintendance de Développement de l'Amazonie) et à la SUFRAMA (Surintendance de la Zone Franche de Manaus), créée en 1967.

Joignant les options stratégiques et économiques, ils choisissent aussi de mettre sous leur tutelle directe les Territoires Fédéraux restants⁶, chaque arme recevant l'un d'entre eux et en désignant le gouverneur parmi ses généraux, brigadiers ou amiraux : Rondônia pour l'armée de terre, Roraima pour l'armée de l'air et Amapá pour la marine. De même, ce sont les bataillons du génie qui sont chargés de construire et d'entretenir certaines des routes nouvellement créées en Amazonie, comme par exemple la BR-364 (Brasília-Acre), la BR-163 (Cuiabá-Santarém) ou la BR-174 (Manaus-Boa Vista).

Dernière facette de la vision économique de l'Amazonie développée par les gouvernements militaires, on compte sur son emplacement stratégique au centre du continent latino-américain pour créer des courants d'échanges internes à l'Amérique latine et offrir un

³ Ce que Bertha Becker dénomme l'intégration psycho-sociale de l'Amazonie (Becker, 1982).

⁴ Voir Panosso Netto, 2002, Umbelino de Oliveira, 1988 et 1990, Droulers 2004

⁵ Voir Price, 1989

⁶ L'Etat fédéral avait créé en 1943, afin d'accélérer le développement de la région amazonienne, trois nouveaux « Territoire fédéraux » en Amazonie, démembrés des Etats du Pará et de l'Amazonas (Rondônia, Roraima et Amapá). Ils rejoignaient la province de l'Acre, qui jouissait déjà de ce statut. En 1968, l'Acre est transformé en Etat à part entière.

débouché stratégique au Brésil sur le Pacifique. Le célèbre ouvrage du général Meira Matos *Uma geopolítica pan-amazônica* (Meira Mattos, 1980) synthétise parfaitement ces conceptions, en insistant sur le potentiel économique et politique de l'ouverture de liaisons routières avec les pays voisins.

1.3. Le spectre de l'internationalisation de l'Amazonie

Au moment où le gouvernement militaire multiplie les investissements en Amazonie, se propage un ensemble de rumeurs sur la possibilité d'une « internationalisation de l'Amazonie », concept vague désignant à la fois la possibilité d'une intervention militaire étrangère, d'une intervention politique des organismes internationaux ou d'une ouverture de l'espace amazonien aux entreprises étrangères. Bien que souvent colportées également – et parfois principalement – par les groupes sociaux ayant immigré récemment en Amazonie, ces rumeurs pourraient ne constituer qu'une réaction superficielle de la part de la société amazonienne aux transformations radicales en cours à l'époque. Elles atteignent cependant un rôle stratégique dans la mesure où elles se mêleront au nationalisme exacerbé de la période militaire et deviendront peu à peu une sorte de socle idéologique, présent à tous les échelons de la société brésilienne, et qui dispose d'un écho important, aujourd'hui encore, dans l'armée, au Parlement et dans le gouvernement fédéral.

Les légendes de l'internationalisation pointent tout d'abord du doigt toutes les présences étrangères en Amazonie. Les missionnaires américains ou européens sont ainsi communément accusés d'exploiter les Amérindiens, de prospector clandestinement des ressources minérales ou de préparer des sécessions. Les anthropologues sont également suspects, accusés de constituer avec les écologistes les deux pinces d'un complot organisé par « la Maison de Windsor » et destiné à priver le Brésil de ses ressources minérales⁷. Toute initiative sur le plan international pour la protection de l'environnement ou des peuples autochtones est également relue – et dénoncée – à la lueur du fantasme de l'internationalisation, de même que les initiatives passées sont réinterprétées⁸.

S'il est difficile de dater l'apparition de ces légendes, on peut noter que le raidissement qui fait suite à la petite ouverture politique concédée par le général Geisel de 1974 à 1976, fait de plus en plus appel à la rhétorique de la souveraineté et à des manifestations explicites de celle-ci en Amazonie. La rédaction du Traité de Coopération Amazonien, signé avec les États voisins en 1978, est symptomatique de cette période en ce qu'elle prend grand soin de souligner que les États riverains de l'Amazonie sont les seuls habilités à en définir le développement et la protection et que la souveraineté nationale s'applique totalement pour l'utilisation ou la préservation des ressources naturelles. Le traitement réservé à la France dans ce traité est symptomatique de la méfiance vis-à-vis de l'ingérence des pays développés en Amazonie : malgré sa présence indéniable dans la région, la France n'a pas été conviée à y participer, et ce n'est que récemment qu'elle a pu se rendre, en tant qu'observateur, à une réunion de l'OTCA.

1.4. L'obsession post-dictature des frontières

⁷ On trouve dans Carrasco (coord.), 2003, un ouvrage emblématique de ces théories conspiratoires.

⁸ Les projets les plus communément cités et critiqués comme promouvant l'ingérence étrangère en Amazonie sont par exemple celui de l'Institut de l'Hileia Amazonienne ou le projet de lacs internes du Hudson Institute. On trouvera de bons exemples de ces relectures un brin fantaisistes et paranoïaques dans Schilling (1981), bien que cet ouvrage les utilise dans une optique critique de la dictature militaire, accusée par l'auteur d'offrir l'Amazonie aux américains.

L'abandon du pouvoir par les militaires brésiliens correspond à la conception et à la mise en place d'un grand programme militaire sur l'Amazonie, dénommé *Calha Norte*. La concomitance des deux événements amène à penser qu'il y a là plus qu'une coïncidence. On peut ainsi imaginer que le haut commandement militaire et les responsables civils de l'époque, en particulier le vice-président José Sarney, fraîchement investi à la place du président Tancredo Neves, mort de maladie, ont perçu qu'il était important de donner aux militaires des gages de ce que le Brésil démocratique n'allait pas remettre en question le concept de « souveraineté nationale ». L'un des autres buts de l'opération était sans doute également d'occuper suffisamment les forces armées pour les maintenir centrées sur leurs tâches, si possible en diminuant leur concentration dans des bastions traditionnels où elles avaient joué le rôle de grands soutiens à la dictature : la région de Rio de Janeiro, l'Etat de São Paulo et celui du Rio Grande do Sul. Enfin, on notera que malgré l'abandon du pouvoir aux civils, les militaires demeuraient directement représentés dans la Présidence de la République par le biais du Conseil de Sécurité Nationale (CSN), dont le directeur de l'époque, le Général Bayma Denys, était le concepteur et le plus grand défenseur du projet *Calha Norte*. Dans la situation délicate de transition démocratique qui était celle de 1985, son pouvoir était suffisant pour lui permettre d'imposer au pouvoir civil l'acceptation de ce projet et sa réalisation dans le plus grand secret. Ce n'est en effet que plus d'un an après le début du programme que celui-ci sera officiellement présenté au Parlement.

Mais le programme *Calha Norte* doit également être interprété dans le cadre géostratégique de l'époque. Comme l'indique son préambule, il vise à répondre à de possibles menaces de déstabilisation politique de la région des Caraïbes, en particulier des troubles liés aux disputes territoriales entre Guyana et Venezuela et, anticommunisme oblige, à la nature du régime en place au Guyana. La question du trafic de drogue et l'attitude belliqueuse des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie font elles aussi partie des objectifs cités, et deviendront durant les années 1990 la grande justification du programme qui, bien que très fortement critiqué par de nombreux secteurs de la société civile et par les partis de gauche, réussira à se maintenir actif jusqu'aujourd'hui. Dans les années 1990, ces dernières justifications entraîneront la mise en route d'un gigantesque programme de surveillance aérienne de l'Amazonie, dénommé SIVAM.

1.5. Les années 2000 : quand l'écologique et le social cachent le militaire

Si l'on pouvait s'attendre à un changement de cap avec l'avènement du gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva, celui-ci n'a pas eu lieu. Malgré les positions du Parti des Travailleurs très opposées au projet *Calha Norte* à son origine, ainsi qu'au SIVAM, le gouvernement a entériné l'existence de ces outils et cherché à les exploiter, renforçant au passage considérablement la dotation financière du *Calha Norte* (les ressources ont triplé entre 2003 et 2004)⁹. Dans le même esprit et en collaboration avec d'autres ministères civils, notamment le ministère de l'éducation, l'armée a pu profiter du contexte favorable pour lancer une nouvelle version du « projet Rondon », se plaçant plus que jamais au centre de la question amazonienne¹⁰.

⁹ Les ressources allouées en 2004 furent de 14 millions de dollars US, avec une prévision de 50 millions de US\$ en 2005. De 1986 à 2003, le programme a investi plus de 195 millions de dollars dans ses différentes activités (Source Programa Calha Norte et entretien de l'auteur avec le Colonel Avelino, gérant du PCN).

¹⁰ Le « projet Rondon » a fonctionné dans les années 1970, et proposait aux jeunes diplômés de passer quelques mois en Amazonie pour se familiariser avec les problèmes de la région. Comme il apparaissait assez emblématique de la philosophie de la dictature militaire, le fait de le voir relancer sous le gouvernement du PT sous le même nom fut une surprise pour de nombreux observateurs. Sa version actuelle conserve le même esprit, mais les séjours proposés aux étudiants (hébergés le plus souvent dans les bases militaires) sont plus courts. Par ailleurs, il n'a pas retrouvé l'ampleur qu'il avait à l'époque.

Un effort de communication a été fait afin de masquer le côté militaire des deux programmes. Dans le cas du SIVAM, l'ensemble du système a été rebaptisé SIPAM¹¹ et la dimension écologique des nouveaux outils a été privilégiée dans la communication – avec des résultats assez limités jusqu'à aujourd'hui dans la mesure où la déforestation n'a pas marqué le pas¹² malgré la technologie dont le gouvernement dispose pour la détecter. De son côté, le *Calha Norte* investit une partie de son budget dans la construction d'infrastructures (écoles, terrains de sport, ponts, routes) dans les communes les plus démunies d'Amazonie et fournit aux unités militaires des dotations financières pour réaliser des « activités civico-sociales », en fait des opérations humanitaires destinées à améliorer les relations entre les populations locales et les militaires. Ayant vu sa dotation financière considérablement renforcée, et son champ d'action étendu¹³ ces dernières années, il fait aujourd'hui figure également d'acteur politique dans sa région d'influence, les responsables locaux cherchant par tous les moyens à bénéficier de ses investissements, lesquels possèdent une influence électorale non-négligeable au niveau local.

Malgré ces aménagements cosmétiques, l'objectif principal du contrôle de la souveraineté en Amazonie demeure, et la cible devient de plus en plus clairement le trafic international de drogues, lequel gangrène à partir de l'Amazonie les grandes régions urbaines du Brésil. En septembre 2004 entre en vigueur une loi concédant aux forces armées les pouvoirs de police dans les régions de frontière¹⁴, leur confiant explicitement comme mission de contrôler les routes de trafic. On notera que, échaudés par leur expérience du début des années 1990 à Rio, les forces armées se montrent assez peu enthousiastes sur cette nouveauté. Parallèlement, en juillet 2004 est entrée en vigueur la « loi de l'abattage »¹⁵, qui autorise les avions brésiliens à abattre les aéronefs qui ne respecteraient pas leurs instructions. Là encore, l'intention est d'interdire au trafic d'armes ou de drogue l'usage de ses routes traditionnelles, qui utilisaient très souvent des avions monomoteurs pour convoyer leurs cargaisons.

II. Un renforcement constant de la présence et de l'action des forces armées depuis les années 1960

L'Amazonie constitue un commandement spécial de l'armée de terre brésilienne. Ce commandement a juridiction sur les Etats du Pará, Amapá, Amazonas, Roraima, Acre et Rondônia, ainsi que sur la région du « bec de perroquet »¹⁶ dans le Tocantins, alors que le Mato Grosso, bien qu'Etat amazonien, appartient au commandement militaire de l'Ouest. Le commandement de l'Amazonie recouvre deux régions militaires, la 8^e et la 12^e (carte 1). Depuis les années 1960, les effectifs militaires¹⁷ ont considérablement crû en Amazonie,

¹¹ De « Système de Surveillance de l'Amazonie » il devient « Système de Protection de l'Amazonie ».

¹² Elle enregistre même un record historique en 2004.

¹³ En 2004, la zone d'intervention du *Calha Norte* a été étendue à toutes les frontières amazoniennes.

¹⁴ Loi complémentaire 117/04 du 2/9/2004.

¹⁵ Surnom donné au décret 5.144 du 16/7/2004, qui réglemente les mesures prises dans le cadre de la loi 7.565, de 19 décembre 1986.

¹⁶ L'extrême nord de l'Etat du Goiás (constituant aujourd'hui le nord de l'Etat du Tocantins) est délimité par la confluence des fleuves Araguaia et Tocantins dont les cours forment sur les cartes l'esquisse d'un bec de perroquet. Il s'agit d'une région dans laquelle la modernisation économique de l'Amazonie engagée par les gouvernements militaires produisit une longue agitation sociale, même si elle ne se transforma pas en véritable guérilla, laquelle s'est développée dans une zone située un peu plus au sud. Echaudé par l'expérience de l'Araguaia, les militaires créèrent une administration spéciale chargée de résoudre les conflits fonciers et juguler l'apparition de mouvements politiques d'inspiration communautaire et parfois communiste des habitants de la région, le GETAT. Il n'est donc pas surprenant que cette zone ait été rattachée au commandement militaire – et aux troupes – qui avaient précédemment maté la révolte de l'Araguaia.

¹⁷ On notera que les chiffres exacts des effectifs militaires de chaque unité ou région sont tenus secrets, seul le nombre total de soldats de l'armée brésilienne étant rendu public. Les estimations contenues dans ce texte sont

mais, de manière surprenante, plus durant les vingt dernières années de régime civil que durant la dictature militaire.

2.1. Héritage surprenant de la dictature : des forces militaires squelettiques en Amazonie

Bien que durant toute son action en Amazonie, la valeur stratégique de la région ait été constamment mise en avant, la dictature militaire n'a installé que de très faibles effectifs militaires en Amazonie. Lorsque les militaires prennent le pouvoir en 1964, seules existent les bases historiques de Belém et Manaus, ainsi que quelques compagnies¹⁸ de frontière¹⁹ à Boa Vista, Tabatinga, Rio Branco, ou Guajará Mirim et des pelotons isolés comme à Cucuí ou São Joaquim. L'ensemble est coordonné par le Commandement militaire de l'Amazonie, créé en 1956 et basé à Manaus. Cependant, la présence militaire la mieux connue en Amazonie est soit celle de la force aérienne, qui dessert un important réseau de petits aéroports, soit celles de la marine et de son bateau-hôpital. Ces deux entités représentent parfois l'unique présence d'un service public dans la région.

De légères évolutions apparaissent entre 1965 et le début des années 1970. Des « commandements de frontière » sont créés en 1968-69 à partir de deux anciennes compagnies de frontière, elles-mêmes transformées en Bataillons Spéciaux de Frontière (*Batalhão Especial de Fronteira* – BEF) : commandement de frontière Solimões et 1^{er} BEF à Tabatinga, commandement de frontière Roraima et 2^e BEF à Boa Vista. Une nouvelle compagnie de frontière est installée à Macapá (Amapá). En 1969 également, les bataillons de chasseurs de Manaus et Belém sont transformés respectivement en 1^{er} et 2^e Bataillons d'Infanterie de Jungle (*Batalhão de Infantaria de Selva* – BIS). Enfin, des bataillons de génie sont également installés dans certaines villes de manière à assurer édifier ou entretenir les routes prévues par le gouvernement militaire : le 5^e *Batalhão de Engenharia e Construção* - BEC s'installe à Porto Velho en 1966, le 6^e BEC à Boa Vista et le 7^e BEC à Rio Branco en 1969, le 8^e BEC à Santarem en 1970 et le 9^e BEC à Cuiabá en 1971.

Mais c'est la lutte contre la guérilla de l'Araguaia qui va réellement imposer de grands changements dans le dispositif militaire. De nouveaux commandements de frontières sont créés, et plusieurs nouvelles compagnies de frontière transformées en bataillons : la compagnie de Macapá devient 34^e BIS en 1975, puis 3^e BEF en 1980 ; la compagnie de Rio Branco devient 4^e BEF en 1976 ; la compagnie de Guajará-Mirim devient 6^e BEF en 1976. Surtout, quatre nouveaux bataillons de jungle sont installés à proximité des zones de combat contre les guérilleros (50^e BIS à Imperatriz, 51^e BIS à Altamira, 52^e BIS à Marabá et 53^e BIS à Itaituba), et rassemblés en 1976 dans la 23^e « brigade de jungle », laquelle dispose en plus d'un groupe d'artillerie, d'un escadron de cavalerie, d'une compagnie de génie et de la logistique idoine. Enfin, en 1980, est créée la 17^e brigade d'infanterie de jungle, déployée entre le sud de l'Amazonas, l'Acre et le Rondônia, à partir du 3^e commandement de frontière.

Malgré ces renforcements, le dispositif militaire en Amazonie demeure dispersé et peu organisé. Chaque frontière dispose d'un commandement réduit et de peu de moyens pour contrôler des territoires immenses, et le total des effectifs peut être évalué entre 5 000 et 10 000 hommes.

2.2. Le programme Calha Norte : un renforcement très sensible à long terme

des ordres de grandeur calculés à partir du nombre normal de soldats dans chaque type d'unité et confirmés lors d'entretiens avec des hauts responsables militaires.

¹⁸ Un peloton représente moins de 100 soldats, une compagnie de 200 à 300 et un bataillon autour de 1000.

¹⁹ Provenant de la transformation au début des années 1960 de pelotons eux-mêmes créés au début des années 1950.

Lancé secrètement en 1985, le programme *Calha Norte* réorganise complètement les forces armées en Amazonie. D'un côté, il poursuit les efforts précédents en créant de nouveaux bataillons (5^e BIS à São Gabriel da Cachoeira en 1987, à partir d'une compagnie qui y avait été créée en 1984) et commandements de frontière (transformation du 4^e BEF en 4^e BIS/commandement de frontière Acre en 1985 ; transformation du 6^e BEF en 6^e BIS/commandement de frontière en 1992). D'un autre côté, il amplifie considérablement ces efforts en créant trois nouvelles brigades de jungle à partir d'unités d'infanterie mécanisée transférées depuis le sud du pays. Sont ainsi créées la 1^{ère} brigade de jungle à Boa Vista, transférée de Petrópolis en 1991, la 16^e brigade de jungle à Tefé, transférée depuis Santo Ângelo (RS) en 1993 et la 2^e brigade de jungle à São Gabriel da Cachoeira, transférée de Niterói en 2004. Pour composer ces brigades, de nombreux bataillons sont également amenés en Amazonie, comme le 17^e BIS déplacé de Cruz Alta (RS) à Tefé, le 61^e BIS déplacé de Santo Ângelo (RS) à Cruzeiro do Sul et trois autres bataillons devant être installés dans les prochaines années à Santa Isabel do Rio Negro, à Barcelos et à Caracaraí. L'Amazonie brésilienne se trouve donc aujourd'hui contrôlée par cinq brigades, quatre occupant la frontière de l'Amapá au Rondônia et une demeurant dans la région socialement explosive du sud-est du Pará et intervenant régulièrement pour maintenir l'ordre public²⁰.

Parallèlement à ce renforcement de son organisation, l'armée s'efforce également de maintenir une présence dans les régions les moins accessibles. Le programme *Calha Norte* crée ou réhabilite ainsi 15 pelotons de frontière²¹, comptant environ 70 hommes chacun et situés en général à l'intersection des principales voies de communication (routes, fleuves) et aux frontières du Brésil. Leur rôle est de donner l'alerte en cas d'invasion manifeste du territoire brésilien. Les « *Tiros de Guerra* », traditionnels centres d'instruction des recrues issues du service militaire sont également multipliés dans la région amazonienne, et dotés d'une infrastructure renforcée comprenant entre autres un service médical, afin de permettre aux forces armées d'y exécuter des actions d'assistance sociale et de renforcer son image de marque au sein de la population locale. La conscription joue également un rôle dans le renforcement du dispositif militaire puisque les unités comptent entre un quart et un tiers d'appelés, ce qui signifie l'intégration d'environ 5 000 jeunes gens issus des États amazoniens chaque année.

Bien que l'armée de terre ait été à la fois la principale contributrice et la principale bénéficiaire du programme *Calha Norte*, il faut souligner que les autres armes y ont également pris part. L'armée de l'air a reçu la responsabilité de construire et de maintenir des aéroports auprès des pelotons de frontière et dans de nombreux autres sites considérés comme stratégiques, et la marine a installé un peloton de fusiliers marins à Tefé et un autre à Tabatinga.

Bien que son financement ait été discontinu au long de son existence – avec une longue période de mise en sommeil de 1993 à 2000 – le *Calha Norte* a incontestablement, représenté une étape importante pour le redéploiement des forces armées brésiliennes en Amazonie. Cependant, avec moins de 15 % des effectifs de l'armée de terre basés en Amazonie, région qui représente plus de 50 % du territoire du Brésil, il paraît difficile de parler véritablement de militarisation de la région. Il s'agit plus d'une stratégie de contrôle de l'espace par la maîtrise des voies de communication que l'armée semble avoir mis en place, ce qui paraît cohérent avec l'autre grand programme militaire concernant l'Amazonie : le SIVAM.

²⁰ On se souvient de plusieurs interventions pour maintenir l'ordre autour de la région aurifère de Serra Pelada, ou, plus récemment, dans la commune d'Anapú.

²¹ Certains d'entre-eux sont très anciens, comme São Joaquim, Cucuí ou Clevelândia, d'autres sont créés pour l'occasion comme Surucucus, Auaris, Ericó, ... En Mato Grosso est aussi créé le détachement de frontière de Retiro Confap en 1996, bien qu'en dehors du programme *Calha Norte*.

2.3. Le Brésil veut aussi (surtout ?) la maîtrise des airs

Au début des années 1990, le gouvernement fédéral brésilien se trouve cruellement confronté à son manque de contrôle des régions amazoniennes. D'un côté, la continuation de l'invasion de la « terre indigène » Yanomami, pourtant interdite d'accès et défendue par la Police Fédérale, par des milliers d'orpailleurs ravitaillés par des centaines d'avions-taxi montre l'absence de moyens de contrôle de l'espace aérien dans la région. D'un autre côté, la déforestation paraît difficile à maîtriser, malgré l'existence d'une législation à ce sujet, et met également le Brésil dans une posture difficile sur la scène internationale. Dans les deux cas, l'absence de systèmes pour détecter et analyser en temps réel ce qui se passe en Amazonie paraît être la source du problème.

En 1992, l'armée de l'air définit les caractéristiques d'un système qui permettrait de résoudre ces difficultés. Il s'agit d'un ensemble de stations radar pour le contrôle de l'espace aérien, associé à des moyens de combat et à d'autres moyens de détection des activités au sol (Prost, 1999). Après une longue procédure de sélection²², l'entreprise américaine Raytheon est choisie et commence à développer le système en 1997. Il est opérationnel à partir de 2002 et coûtera au total 1,4 milliards de dollars, soit cinq fois plus cher que le projet *Calha Norte* durant ses vingt années d'existence.

Le SIVAM est un système à grande échelle. Il regroupe 25 stations radar et cinq avions de surveillance aérienne (Embraer EMB145-SA), lesquels devraient pouvoir actionner jusqu'à 25 avions Embraer ALX ou Super-Tucano, monomoteurs rustiques et équipés pour le combat ou la surveillance de jour comme de nuit. Au delà de l'aspect purement militaire, le SIVAM doit participer à l'amélioration des connaissances sur les phénomènes naturels et l'occupation humaine en Amazonie grâce à 3 avions radar capables d'analyser la couverture végétale (Embraer EMB145-RS), 200 stations de mesures hydrologiques, 10 radars météorologiques, 81 stations météorologiques et 14 détecteurs d'impact de foudre. Enfin, il doit permettre une intégration avec l'ensemble des administrations qui agissent en Amazonie via la fourniture de 300 balises de localisation et 914 terminaux comprenant fax, téléphone satellite et un ordinateur pouvant accéder à un réseau interne dans lequel sont partagées des bases de données relatives à la région.

Combinant les renforcements en effectifs du *Calha Norte* et les moyens technologiques du SIVAM, le Brésil paraît donc disposer aujourd'hui d'un dispositif militaire lui permettant à peu près d'exercer le contrôle de son espace amazonien. Mais l'installation de celui-ci ne s'est pas déroulée sans difficulté auprès des populations locales et il continue aujourd'hui encore de poser un certain nombre de problèmes, notamment du fait du mélange particulier à l'Amazonie, que nous avons déjà évoqué, entre les domaines politiques, militaires et économiques.

III. La question amérindienne, symbole des interférences entre le politique et le militaire

La question des peuples amérindiens représente un prisme particulièrement intéressant pour observer l'action des forces armées brésiliennes en Amazonie. En effet, bien que cette question ne relève pas directement des attributions des forces armées, ses implications tant sur le plan foncier que sur le plan de la définition de la nation brésilienne ont motivé des interventions ou des prises de position nombreuses et parfois violentes des responsables militaires, non seulement à l'époque de la dictature militaire, mais également à l'heure actuelle

²² L'entreprise Thomson était l'une des favorites pour emporter le marché, mais fut devancée grâce aux efforts de lobbying des firmes américaines, relayé très efficacement par le Département d'Etat. Voir Brigagão, 1996.

3.1. Une opposition farouche et tenace à la création de Terres Indigènes

Peu après leur prise de pouvoir, les militaires souhaitent “régler” la question de la place des peuples amérindiens dans le Brésil moderne qu’ils appellent de leurs souhaits. Dès 1967, ils dissolvent l’ancien Service de Protection des Indiens (SPI), discrédité et corrompu, et créent la Fondation Nationale de l’Indien (FUNAI), dont le rôle devait être de délimiter rapidement les terres auxquels les Indiens avaient droit afin de clarifier la situation foncière dans le pays. En 1973 est promulgué le statut de l’Indien, qui donne une base légale à l’action de la fondation et fixe comme objectif “l’assimilation” des populations amérindiennes.

Tant dans la rédaction du statut de l’Indien que dans l’action de la FUNAI durant la dictature militaire transparaissent deux préceptes principaux sur la question. Le premier est que les Terres Indigènes sont des espaces improductifs, en quelque sorte volés à la modernisation du Brésil, et qu’il convient donc de les limiter au maximum. Le second est que le statut d’Indien est transitoire et qu’il convient de favoriser leur évolution vers le statut de “civilisé”. Une fois cette “acculturation” obtenue, les droits spécifiques des populations amérindiennes cesseront d’exister en tant que telles, les Indiens devenant alors des citoyens communs.

Les racines de ces conceptions sont évidemment à rechercher dans la pensée nationaliste, qui, en exaltant l’unité de la Nation, ne peut en même temps tolérer en son sein des éléments maintenant une culture différente. Or les berceaux du nationalisme brésilien sont étroitement liés à l’armée, même si ces idées sont en même temps endossées par les groupes sociaux dominants dans les zones rurales du Brésil, qui se trouvent en concurrence directe avec les peuples amérindiens pour le contrôle du territoire. On notera cependant que parallèlement à cette volonté de dissoudre l’Indien dans la communauté nationale, les forces armées créent avec le FUNAI et le statut de l’Indien des instruments contenant une certaine dose de progressisme et qui s’avèreront très épineux pour leurs propres plans de modernisation. Il eût donc été plus simple de ne rien faire, mais cette position était cependant intenable dans la mesure où une grande partie du nationalisme brésilien trouve sa source dans l’exaltation de la spécificité de la civilisation brésilienne et de son métissage. La figure de l’Indien faisant partie du creuset de la société brésilienne, il était nécessaire pour les militaires de prendre en compte et ménager sa contre-partie du monde réel, à savoir les Amérindiens restants et leurs revendications foncières et culturelles.

Mais leur faire une place ne signifie pas accepter que celle-ci soit grande, en particulier sur le plan foncier. Ainsi, l’opposition à la création de Terres Indigènes de grande taille sera une constante de la part des responsables militaires en Amazonie, lesquels se font complaisamment l’écho des théories conspiratoires les plus extravagantes, pointant systématiquement le fait que la reconnaissance de l’existence et de l’autonomie des peuples amérindiens représente une menace pour la souveraineté et l’intégrité territoriale du Brésil, les groupes ainsi légitimés pouvant un jour finalement revendiquer leur indépendance. Ces conceptions sont alimentés par la croyance en la “convoitise internationale”, toutes les initiatives internationales prises pour la préservation de l’environnement ou pour celles des peuples autochtones étant interprétées comme les premiers pas vers la fameuse “internationalisation de l’Amazonie”.

On notera que cette posture connaît une évolution très sensible, bien que silencieuse, dans les années 1990. Si la création des plus grandes terres indigènes (comme la Terre Indigène Yanomami, la Terre Indigène Vale do Javari, la Terre Indigène Alto Rio Negro) suscitent des critiques ouvertes de la part des milieux militaires, ceux-ci n’ont plus les moyens de s’opposer à la volonté du gouvernement civil et finissent par accepter leur existence

comme un état de fait. La confirmation²³ de leur liberté de mouvement et de leur droit d'implanter des infrastructures dans les zones frontalières, fussent-elles classées comme Terres Indigènes, contribue à limiter l'inquiétude des militaires sur le sujet. Aujourd'hui, même si de grands penseurs des questions militaires comme le Général Meira Mattos s'insurgent contre les nouvelles homologations de Terres Indigènes dans le nord du pays, il semble bien que les officiers d'active aient décidé de tourner la page de cet antagonisme et de considérer que, comme le disait à l'auteur le Général Studart, commandant de la 1^{ère} brigade de Jungle : « *Nous sommes au service de la Constitution et de la loi, donc nous l'acceptons et la faisons respecter telle qu'elle est. [...] Je ne vois aucun inconvénient à l'action des ONG dans la Terre Indigène Yanomami, tant que ces actions demeurent en accord avec les objectifs et les principes du gouvernement brésilien.* »²⁴.

3.2. Des stratégies d'action différentes, mais un seul but

Durant la dictature militaire, le rôle explicite de la FUNAI – généralement présidée par un officier²⁵ - consiste essentiellement à dégager le terrain pour la mise en valeur de l'Amazonie (Ramos, 1998), soit en délimitant des terres les plus petites possibles pour les groupes habitant dans des zones devant être mises en valeur, soit en les déplaçant si leurs territoires traditionnels se trouvent dans des régions dans lesquelles est prévue la construction de grandes infrastructures (barrages, routes, etc.). Dans tous les cas, une politique de contact systématique est mise en place, de manière à amorcer pour tous les peuples amérindiens le processus d'acculturation. La FUNAI se trouve par ailleurs sous l'autorité directe du Ministère de l'Intérieur, de sinistre réputation, qui s'efforcera de bloquer toutes les initiatives lui paraissant sortir de ce cadre.

La question amérindienne est particulièrement sensible dans la zone dite "bande-frontière", un ruban de 150 km de large²⁶ considéré comme relevant directement de la "sécurité nationale". Dans cette zone, l'armée tolère d'autant moins l'existence de vastes terres indigènes que, dans son esprit, le risque de sécession est accru par la possibilité d'infiltrations ou d'influence des pays frontaliers. Pire encore est la suspicion à l'égard de peuples, qui, comme les Yanomami, vivent à cheval entre le Brésil et une autre nation. La méfiance est telle que en 1979, un député fédéral proposera la déportation de tous les groupes amérindiens habitant la "bande-frontière" vers l'intérieur du pays (Ramos, 1998, p. 230)...

De nombreux épisodes des années 1970 ou 1980 peuvent servir à illustrer la méfiance ou même parfois la violence des forces armées contre les groupes amérindiens revendiquant le droit à leurs territoires traditionnels. On peut rappeler ici la déportation de groupes Nambikwara forestiers dans une réserve composée de savanes et inadaptée à leurs besoins, celle des Panará dans le territoire de leurs ennemis traditionnels, ou encore la décimation des Waimiri-Atroari, opposés à la création de la route Manaus-Boa Vista. Symbolique également sera la lutte farouche d'une bonne partie du Congrès, appuyés fortement par les autorités militaires, pour éviter l'inclusion dans la Constitution de 1988 d'une référence aux "nations indigènes", finalement pudiquement rebaptisées "peuples indigènes".

²³ Décret 4.412 du 7/10/2002.

²⁴ Entretien du 30/3/2005.

²⁵ Bien que présidée par un officier durant la période militaire, l'attitude de la FUNAI variera non seulement en fonction de la sympathie de la personne en question à l'égard des questions indigènes qu'en fonction des phases de détente ou de répression de la dictature. Par exemple, durant les années 1974-76 on note une ouverture de la FUNAI à de nouvelles expériences et à plus de dialogue avec les anthropologues, y compris étrangers, laquelle correspond à une phase de détente politique générale durant ces années du gouvernement Geisel.

²⁶ Cette notion apparaît pour la première fois dans la Constitution de 1934 (100 km.), puis est étendue dans celle de 1937 à 150 km. Elle apparaît depuis dans toutes les Constitutions (Miyamoto, 1995).

A partir de la re-démocratisation du pays en 1985, les interventions dans la question amérindienne continuent, mais elles deviennent plus indirectes. L'organisme le plus actif est le Conseil de Sécurité Nationale, représentant les intérêts militaires au sein de la Présidence de la République, qui articule de 1985 à 1990 la réforme des procédures de la FUNAI et une tentative de définition de terres indigènes dans la zone d'action du programme *Calha Norte*, dont le but était de réduire considérablement la taille des terres qui étaient envisagées jusque-là. La stratégie utilisée est habile, camouflant la réduction des terres dévolues aux Indiens sous un décor écologique en créant de nombreuses aires de protection autour de celles-ci²⁷. Cependant, face à l'opposition farouche du lobby indigéniste, au fait de sa puissance, et du fait des pressions internationales, cette politique est finalement révoquée par le gouvernement Collor et par ses successeurs, qui imposeront finalement aux lobbies nationalistes la création de la plupart des terres les plus polémiques comme la Terre Indigène Yanomami (96 450 km²), la Terre Indigène Alto Rio Negro (79 990 km²) ou la Terre Indigène Vale do Javari (85 200 km²).

3.3. ONG, peuples amérindiens et militaires : des relations difficiles

On peut dire que d'une certaine manière la politique indigéniste prônée par les militaires brésiliens avait une génération de retard par rapport à l'évolution des conceptions de la société à ce sujet. En effet, si les concepts d'acculturation, d'assimilation ou de déplacement d'ethnies étaient admis dans les années 1950 – étant d'ailleurs au coeur de l'action ou de la pensée de grands indigénistes brésiliens comme les Villas-Boas ou Darcy Ribeiro, ils ne correspondent plus à la société des années 1970 dans laquelle la pensée écologique et la question de la protection des minorités a fortement progressé. Une coalition objective chaque fois plus forte, fédérant militants de gauche, militants écologistes et défenseurs des droits de l'Homme, s'oppose aux grands projets amazoniens et élit la cause amérindienne comme symbole de son engagement. D'un autre côté, de manière particulièrement avisée, certains leaders amérindiens en quête d'alliés pour leur cause perçoivent le potentiel de ce mouvement et se prêtent de bonne grâce à la symbolisation dont ils deviennent l'objet. Comme l'indique Alcida Ramos (1998), il est également probable que la question amérindienne, qui était en définitive la seule sur laquelle il était possible de se montrer en désaccord en public sans risquer d'être emprisonné, a attiré bon nombre de militants uniquement intéressés à contester le pouvoir en place, indépendamment du sort des Indiens dont peu de militants ont réellement partagé un jour l'existence.

Le mouvement pro-indien se forme à partir de plusieurs entités, liées soit à l'Eglise catholique (en particulier le Conseil Indigéniste Missionnaire – CIMI), soit au militantisme indigéniste organisé par des anthropologues ou des indigénistes (Centre Oecuménique de Documentation – CEDI, Commission pour la Création du Parc Yanomami – CCPY, etc.), soit encore à des organisations amérindiennes (Union des Nations Indigènes – UNI, Confédération des Organisations Indigènes de l'Amazonie Brésilienne – COIAB) ou à des organismes de la société civile sympathisants (avocats, géologues, etc.). Il est relayé à l'étranger par de grandes organisations défendant le droit des minorités (Survival International, Cultural Survival, etc.) qui font pression sur le Brésil dans les grandes enceintes de débat (ONU, OIT, ...). Il peut également compter, particulièrement avant les années 1990, sur le soutien des organisations écologistes (WWF, Greenpeace, etc.).

Les relations politiques entre les forces armées et cette nébuleuse indigéniste sont délicates, même s'il faut souligner que cette animosité est souvent oubliée sur le terrain où les deux factions coopèrent ou s'opposent selon des lignes de fractures qui renvoient plus aux

²⁷ Voir pour une description détaillée du cas Yanomami Albert (1990) et Albert et Le Tourneau (2004).

jeux des intérêts locaux qu'à la politique nationale. En ce qui les concerne, les militaires sont agacés par les revendications territoriales du lobby indigéniste qui, selon eux, menacent l'intégrité territoriale du pays, et ils acceptent mal l'intervention dans les zones amérindiennes d'ONG étrangères ou financées par des fonds étrangers, qu'ils voient comme une autre menace à la souveraineté du Brésil. De leur côté, les ONG critiquent violemment la posture politique des forces armées et leur refus de reconnaître aux peuples indigènes le droit à des espaces protégés pour maintenir leurs traditions. Elles remporteront durant la rédaction de la Constitution de 1988, laquelle fait une large place aux droits des peuples indigènes²⁸, une victoire décisive.

Pour autant, malgré l'abandon du pouvoir par les militaires après 1985 et la promulgation de la nouvelle Constitution, l'action des forces armées en Amazonie demeure au cœur des dénonciations des ONG liées à l'indigénisme tout au long des années 1990. Si le débat continue de porter en partie sur la question foncière, les ONG réfutant les critiques des cercles liés aux forces armées contre les processus de démarcation de nouvelles Terres Indigènes, il se porte aussi désormais sur la présence physique des forces armées dans les régions où vivent des amérindiens. Irréductiblement opposées au programme *Calha Norte*, le CIMI (Conseil Indigéniste Missionnaire), le CIR (Conseil Indigène de Roraima) ou l'ISA (Institut Socio-Environnemental) multiplient les dénonciations contre l'implantation d'infrastructures militaires dans les Terres Indigènes et contre la conduite des militaires vis-à-vis des Indiens, en particulier dans les pelotons de frontière isolés dans la forêt. De fait, malgré l'exhibition régulière par les forces armées, à des fins de propagande, d'"Indiens soldats", la cohabitation entre les militaires présents sur le terrain et les populations amérindiennes est parfois malaisée et nimbée de malentendus culturels.

A partir de 2000, néanmoins, le débat diminue d'intensité et certaines ONG brésiliennes, comme la CCPY ou la Urihi-Saúde Yanomami, optent pour une politique plus conciliante, reflétant en cela la nouvelle posture des forces armées. Elles choisissent de ne plus contester la présence des militaires en elle-même mais uniquement les abus qui pourraient être prouvés. Elles initient même une politique de coopération sur le terrain, les forces armées leur offrant des appuis logistiques en échange de services de médiation ou de traduction auprès des groupes amérindiens. De son côté, le Ministère de la Défense tente également de parvenir à une cohabitation plus pacifique. Il élabore en 2003²⁹ une "norme de comportement" des forces armées vis-à-vis des Amérindiens et infléchit la doctrine du projet *Calha Norte* qui se propose désormais non plus de "peupler" la frontière mais « *d'aider à retenir les faibles effectifs de population qui s'y trouvent et sont tentés d'immigrer dans les grandes villes* »³⁰.

L'évolution est particulièrement sensible dans le discours sur l'existence des Terres Indigènes. Alors que durant les années 1980 et 1990, celles-ci étaient souvent pointées comme des enclaves fuyant la souveraineté du Brésil et préparant l'autonomie, voire l'indépendance des peuples amérindiens, elles sont aujourd'hui considérées comme un simple mécanisme légal du gouvernement fédéral brésilien, dont seule une « *interprétation exagérément ample* »³¹ pourrait ouvrir la voie à l'éclosion de « *nations indigènes* », concept qui, lui, demeure inacceptable. D'une certaine manière, les arguments du ministre de la Justice Jarbas Passarinho, qui défendait la Terre Indigène Yanomami en 1995 en pointant du

²⁸ Les droits fonciers des peuples indigènes constitue l'article 231 (ou chapitre 8 – « Des Indiens », du titre 8 – « De l'ordre social ») de la Constitution. D'autres droits sont ajoutés dans certains chapitres, comme celui à l'éducation différenciée (article 210/2). Voir Albert (2004) et Ricardo (2000).

²⁹ Ordonnance 983/DPE/SPEAI/MD du 17/10/2003.

³⁰ Entretien avec le Colonel Avelino, gérant du PCN, 01/2005.

³¹ Discours du Ministre de la Défense José Viegas Filho devant la commission des relations extérieures du Sénat fédéral le 4/03/2004.

doigt le fait que les Terres Indigènes sont considérées par la Constitution comme patrimoine de l'Union fédérale – et non des Indiens – et que, *ipso facto*, elles ne constituaient absolument pas un abandon de souveraineté de la part du gouvernement fédéral, semblent avoir porté leurs fruits.

Conclusion : Une situation stabilisée ?

Depuis les années 1960, tant la doctrine des forces armées au sujet de l'Amazonie que leur dispositif militaire ont considérablement évolué, même si les concepts fondamentaux de nation et de souveraineté demeurent au cœur de leur idéologie. Sur le plan stratégique, à la mise en avant de la nécessité d'occuper un espace vide et, de ce fait, vulnérable, s'est substitué une pensée reposant avant tout sur la nécessaire défense des frontières. Ce changement de discours correspond également à un changement d'échelle de l'action militaire en Amazonie, les forces armées se focalisant désormais beaucoup plus sur les périphéries et laissant aux autorités civiles la charge de l'intérieur de la région, même si une partie importante du dispositif demeure localisée dans la région conflictuelle du sud-est du Pará.

Sur le plan pratique, les interventions militaires en Amazonie ont changé de nature. Paradoxalement, on peut considérer que sous la dictature militaire, qui mettait l'accent sur le développement économique de la région, elles étaient de nature beaucoup plus civile (construction d'infrastructures, création d'administrations, etc.) alors que depuis le retour à la démocratie c'est le dispositif militaire en lui-même qui a été particulièrement privilégié avec un triplement des effectifs dans la région depuis 1985 et un investissement de plus de 1,6 milliards de dollars pour la surveillance aérienne, la création d'infrastructures militaires, le transfert d'unités, etc. Malgré ces évolutions, il est important de noter que les plans de développement amorcés par les militaires dans les années 1970 et 1980 continuent d'influencer fortement les gouvernements qui leur ont succédé : ainsi la production agricole de l'Amazonie³² joue un rôle dans la dynamique d'exportation du pays, et les projets routiers devant relier le Pacifique et l'Atlantique, via l'Amazonie, commencent à se concrétiser, bien que lentement.

Si la nature des interventions a changé, le discours les justifiant demeure le même : l'armée se considère plus que jamais le garant, en Amazonie, de "l'intégrité territoriale", s'opposant en cela à de mythiques forces étrangères cherchant à "internationaliser l'Amazonie". Ce faisant, elle partage avec la majorité des hommes politiques brésiliens, quel que soit leur parti, un nationalisme inquiet de la souveraineté brésilienne en Amazonie. Mais alors que cette inquiétude continue d'engendrer dans la classe politique une suspicion à l'égard des peuples amérindiens et de leurs revendications foncières³³, la position des forces armées sur ce sujet semble avoir évolué vers une certaine tolérance, du moins tant que certaines barrières sémantiques ne sont pas passées et que le concept de "nation indigène" n'apparaît pas.

De ce point de vue, on peut considérer que les forces armées reprennent une tradition des premiers siècles de la colonisation du Brésil, en cherchant de nouveau à voir dans les populations amérindiennes des alliés plutôt que des concurrents ou des ennemis.

Bibliographie

³² En particulier de sa bordure sud qui, bien que n'appartenant pas tout à fait à l'écosystème de la forêt dense, a toujours été considérée comme faisant partie de la région définie par le gouvernement brésilien comme Amazonie légale.

³³ On en voudra pour preuve les débats au Congrès brésilien au sujet de l'homologation de la Terre Indigène Raposa Serra do Sol en avril 2004.

- Albert, Bruce, 1990, « Développement Amazonien et Sécurité Nationale: les Indiens Yanomami face au projet “Calha Norte” », in *Ethnies*, n°11-12, pp. 116-127.
- Albert, Bruce, 1997, « Territorialité, ethnopolitique et développement : à propos du mouvement indien en Amazonie brésilienne. », in *Cahiers des Amériques Latines*, n°23, pp. 177-210.
- Albert, Bruce, 2004, « Les Indiens et l’Etat au Brésil », in *Problèmes d’Amérique Latine*, n°52, pp. 63-83.
- Albert, Bruce et Le Tourneau, François-Michel, 2004 : « Florestas Nacionais na Terra Indígena Yanomami um cavalo de Troia ambiental ? », in: Ricardo, F. (org.), *Terras Indígenas e Unidades de Conservação da Natureza. O desafio das sobreposições*. São Paulo, Instituto Socioambiental, pp. 372-383.
- Becker, Bertha, 1982, *Geopolítica da Amazônia*, Rio de Janeiro, Ed. Zahar, 233 p.
- Brigagão, Clovis, 1996, *Inteligência e Marketing: O Caso Sivam*. Rio de Janeiro, Editora Record., 146 p.
- Carrasco, Lorenzo (coord.), *Máfia verde. O ambientalismo a serviço do governo mundial*. Rio de Janeiro, Capax Dei Ed., 316 p.
- de Mello, Neli Aparecida, 2003, *Políticas Públicas Territoriais na Amazônia Brasileira - Conflitos entre conservação ambiental e desenvolvimento 1970-2000*, thèse de doctorat, Université de São Paulo et Université de Paris X, 360 p.
- de Mello, Neli Aparecida, Le Tourneau, François-Michel, Pasquis, Richard, 2005, « Une dispute pour l’espace : la mondialisation et ses effets territoriaux en Amazonie brésilienne. » in Hervé Théry (org.), *Territoire et Mondialisation dans les pays du Sud*, Presses de l’ENS/IRD (sous presse)
- Droulers, Martine, 2004, *L’Amazonie : vers un développement durable*, Paris, ed. Armand Colin/SEJER, 220 p.
- Golbery do Couto e Silva, 1967, *Geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, Livraria José Olympio, 275 p.
- Le Tourneau, François-Michel, 2004, « Jusqu’au bout de la forêt ? Causes et mécanismes de la déforestation en Amazonie brésilienne. », in *Mappemonde*, n°75 (3-2004), version électronique.
- Meira Mattos, 1980, *Uma geopolítica pan-amazônica*, Rio de Janeiro, Biblioteca do Exército, 215 p.
- Miyamoto, S., 1995, *Geopolítica e poder no Brasil*, Campinas, Papirus, 257 p.
- Panosso Netto, A., 2002, *Geopolítica, agricultores e madeireiros na frente oeste de colonização: O caso do norte de mato grosso*, Campo grande, Ucdb, 147 p.
- Price, D., 1989, *Before the bulldozer. The Nambikwara Indians and the World Bank.*, Washington, Seven Lock Press ed., 220 p.
- Prost, Catherine, 1999, Organisation et rôle géopolitique de l’armée au Brésil, thèse de doctorat de l’université Paris 8, 650 p.
- Ramos, Alcida, 1998, *Indigenism : ethnic politics in Brazil*, Madison, The University of Wisconsin press, 336 p.
- Ricardo, Carlos Alberto (ed.), 2000, *Povos Indígenas no Brasil*, São Paulo, Instituto Socioambiental, 829 p.
- Ricardo Mendes, J., 1983, *Brasil III milênio – Ensaio geopolítico*, Rio de Janeiro, Editora JB, 250 p.
- Schilling, Paulo R., 1981, *O expansionismo brasileiro*, Rio de Janeiro, Global Editor, 288 p.
- Théry, Hervé (ed.), 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Paris, ed. Belin, 208 p.

- Théry, Hervé, Aparecida de Mello, Neli, 2003, *Atlas du Brésil*, Paris, édition GDR Libergéo/La documentation française, 302 p.

Figure 1 : organisation des régions militaires en Amazonie brésilienne

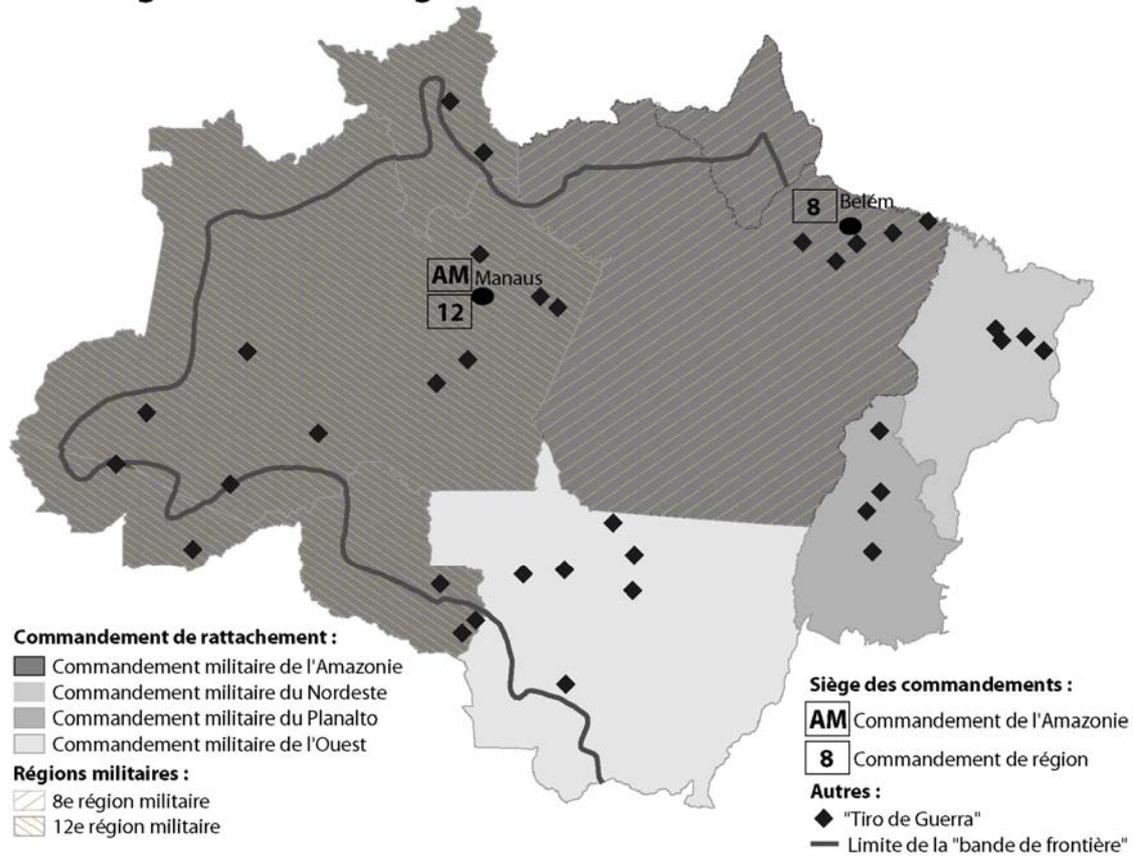


Figure 2 : présence effective des forces armées en Amazonie (2005)

